



**ANALYSE DU ROLE SECURITAIRE REGIONAL DE LA RDC FACE AUX ENJEUX ET DEFIS
GEOPOLITIQUES**

**ANALYSIS OF THE REGIONAL SECURITAIRE OF THE DRC IN THE FACE OF GEOPOLITICAL
ISSUES AND DEFIS**

MALE MBELE Pitshou¹, MBAMBI MOZOMBO Joel Pieter ET KENYA MBUMBA Divine³

-MALE MBELE Pitshou n° ORCID : 0009-0007-1713-7141

-MBAMBI MOZOMBO Joel n° ORCID : 0009-0009-5937-5644

-KENYA MBUMBA Divine n° ORCID : 0009-0005-7039-4943

Centre de Recherche en Sciences Humaine (CRESH), Kinshasa, République Démocratique du
Congo

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.19598785>

RESUME

Les enjeux géopolitiques sont au cœur des spirales des conflits armés dans la région avec comme épicerie la République Démocratique du Congo. A travers cette dissertation nous épinglons la nécessité pour la République Démocratique du Congo de relever le défi sécuritaire, condition sinequanone à la stabilité et au développement du pays et de la région.

La République Démocratique du Congo est un Etat appelé à jouer un rôle géopolitique important au niveau régional et mondial, compte tenu de sa position stratégique, qui a fait, et continue à faire l'objet de convoitises non seulement au niveau de la sous-région des grands lacs et de l'Afrique centrale, mais aussi au niveau des grandes puissances mondiales à cause d'immenses potentialités qu'elle regorge, en termes de ressources naturelles.

En définitive, au regard des enjeux géopolitiques régional de l'heure et du défi sécuritaire à relever, la République Démocratique du Congo ne peut se permettre d'adopter une politique étrangère et régionale de petites nations, qui confirmerait la stature d'un Etat en voie d'effondrement qu'un certain contexte géopolitique veut lui imposer, incompatibles avec sa vocation de puissance. D'où l'extrême nécessité de formaliser une vision politique claire et de développer une intelligence stratégique congolaise, traduite par une capacité d'anticipation des événements afin de se repositionner en Etat pivot dans la région et de

convertir les prédateurs et les agresseurs d'hier en partenaire pour la paix, la sécurité et le développement national et régional.

Mots Clés : Sécurité, Rôle, Enjeux, Défis, République Démocratique du Congo

SUMMARY

Geopolitical issues are at the heart of the spirals of armed conflicts in the region with the Democratic Republic of Congo as the epicenter. Through this dissertation we highlight the need for the Democratic Republic of Congo to meet the security challenge, a sine qua non condition for the stability and development of the country and the region.

The Democratic Republic of Congo is a State called to play an important geopolitical role at the regional and global level, given its strategic position, which has been, and continues to be, the object of covetousness not only at the level of the sub-region of the great lakes and Africentral, but also at the level of the great world powers because of the immense potential that it abounds, in terms of natural resources.

Ultimately, in view of the regional geopolitical issues of the day and the security challenge to be taken up, the Democratic Republic of Congo cannot afford to adopt a foreign and regional policy of small nations, which would confirm the stature of a State in path of collapse that a certain geopolitical context wants to impose on it, incompatible with its vocation of power. Hence the extreme need to formalize a clear political vision and to develop Congolese strategic intelligence, translated by a capacity to anticipate events in order to reposition itself as a pivotal State in the region and to convert the predators and aggressors of yesterday into partner for peace, security and national and regional development.

Keywords: Security, Role, Issues, Challenges, Democratic Republic of Congo.

1. Introduction

La République Démocratique du Congo évolue dans un environnement essentiellement trouble. Elle en serait même l'épicentre dans la mesure où ses longues années de faillite ont stimulés les ambitions dévorantes des anciens et nouveaux prédateurs de la République désireux, pour certains, de jouir inlassablement de ses richesses naturelles et pour d'autres d'étancher leur avidité territoriale. C'est de ce choc des postures géopolitiques autour de la République Démocratique du Congo que résultent ces conflits et désordres quasi permanentes en Afrique centrale (Mangemosi Luwawu, 2023, p 13.°)

Pour relever ces défis liés à son développement et à sa sécurité, la République Démocratique du Congo s'est engagée sur la voie de l'exercice d'une diplomatie de paix et de développement qui n'aliènerait nullement son indépendance politique. Cette diplomatie obéit aux principes généraux de droit énoncé tant par la charte de l'ONU que par les actes constitutifs de l'Union Africaine et de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale, de la Communauté des Etats d'Afrique de l'Est et de la Communauté des pays des Grands Lacs.

Partant également du constat selon lequel, les Etats d'Afrique Centrale sont engagés depuis quelques années à travers la CEEAC dans une politique d'intégration, les situations conflictuelles autour des enjeux géopolitiques ne sont-elles pas autant des facteurs pour relancer un vrai débat sur la problématique sécuritaire dans la région ? La République Démocratique du Congo est-elle en mesure de relever le défi sécuritaire pour la stabilité régionale ? ([Mangemosi luwawu ,2023](#))

C'est à ces interrogations que cette réflexion tente d'avancer des hypothèses en deux temps : d'abord par une approche unilatéraliste visant la viabilisation et la professionnalisation des systèmes de défense de la République Démocratique du Congo pour s'assurer de la mise en œuvre d'une vision géopolitique conformes au destin du pays. Ensuite, l'approche communautaire qui est l'intégration sociale des ressources transfrontalières, sous-tendues par une architecture reformée et renforcée du Conseil de Paix et de Sécurité en Afrique Centrale, gage d'une sécurisation collective des ressources stratégiques dans la région face aux forces négatives. ([Foucher,m ,2009](#))

Outre la présente introduction et la conclusion qui mettra un terme à nos propos, cette étude se propose en effet d'analyser les principaux concepts et de faire un contour géopolitique sur la République Démocratique du Congo (I) ; de positionner la République Démocratique du Congo face aux principaux enjeux géopolitiques régionales (II) et ; de ressortir le rôle sécuritaire régional de la République Démocratique du Congo (III).

2. Littérature

2.1. CLARIFICATION CONCEPTUELLE ET CONTOUR GEOPOLITIQUE SUR LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Ici nous élucidons les principaux concepts de cette étude avant de faire un contour géopolitique sur la République Démocratique du Congo

2.1.1. Clarification conceptuelle

Dans cette section, nous analysons les deux principaux concepts qui fondent l'ossature de notre sujet. Il est question de les rendre compréhensibles et intelligibles pour mieux les utiliser. Il s'agit de la sécurité et de la géopolitique.

1.1.2. La Sécurité

Ce concept fait l'objet d'une définition quasi consensuelle, donnée par Arnold Wolfers dès 1952 : «la sécurité, dans un sens objectif, mesure l'absence de menaces sur les valeurs centrales ou, dans un sens subjectif, l'absence de peur que ces valeurs centrales ne fassent l'objet d'une attaque» (Wolfers,A, 2009). Mais cette définition, réduite à sa plus simple expression par Buzan qui estime que la sécurité concerne la poursuite de la liberté de toute menace (Buzan,B), soulève plus de questions qu'elle n'apporte des réponses.

Qui est le sujet de la sécurité, c'est-à-dire quelle est l'unité de référence dont il s'agit de protéger les valeurs centrales : l'État-nation, une entité collective autre que l'État, l'humanité, l'individu ? Quelles menaces doivent être absentes, de quelles menaces l'unité de référence dit-elle pouvoir se protéger avec succès si elle veut assurer sa sécurité : menaces militaires et/ou menaces non militaires, et parmi ces dernières, crises économiques, dégradations environnementales, pertes d'identité, risques sanitaires, etc. ? Ces menaces existentielles objectivement ou subjectivement etc. Dans ce dernier cas, par quel processus politique, par quel discours, une menace devient-elle enjeu de sécurité ? Quelles sont les valeurs centrales qu'il s'agit de mettre à l'abri : la survie étatique, l'indépendance nationale, l'intégrité territoriale, le bien-être économique, l'identité culturelle, les libertés fondamentales, etc. ?

A ces différentes questions, les réponses apportées ont divergé et continuent de diverger. Longtemps prédominantes, les études traditionnelles de sécurité, synonymes d'études stratégiques centrées sur l'État et les menaces militaires, ont progressivement été concurrencées : une conception élargie de la sécurité a d'abord reconnu l'existence de menaces autres que militaires et distingué des unités de référence autres que l'État ; une approche critique de la sécurité a ensuite souligné les processus de construction sociale des enjeux de sécurité et en est venue à mettre en doute la capacité des États à assurer la sécurité définie comme émancipation des individus.

Comme conséquence, le concept de sécurité est devenu un champ de bataille en soi et pour soi, comme le montre le véritable foisonnement d'expressions telles que dilemme de la sécurité, communauté de sécurité, complexe de sécurité, sécurité nationale, sécurité sociétale, sécurité humaine, sécurité ontologique, sécurisation, dé sécurisation, etc., qui font de la notion de sécurité le concept prééminent des relations internationales et des études sécuritaires une véritable petite industrie.

A la base du concept de dilemme de la sécurité se trouve le postulat réaliste de l'état d'anarchie, synonyme d'état de guerre : parce que les relations interétatiques se déroulent dans un milieu dépourvu de toute autorité centrale, chaque Etat se trouve en permanence, ou se perçoit comme étant en permanence, exposé au risque de voir un autre État recourir à la force armée contre lui. Autrement dit, les relations internationales se déroulent à l'ombre de la guerre et tout État ne peut (et ne doit) compter que sur lui-même

pour assurer sa sécurité ; c'est le principe de l'auto-préservation, le self help de Kenneth Waltz. Chaque État est donc amené à augmenter ses capacités militaires pour parer tout risque d'attaques de la part des autres États. Or, ces préparatifs militaires suscitent dans l'esprit des autres États la crainte qu'ils soient dirigés contre eux, car ils ne peuvent jamais être sûrs que les intentions réelles de l'État qui a décidé les préparatifs militaires sont bien défensives (volonté d'assurer sa survie dans un environnement hostile) et ne cachent nullement des intentions offensives (changer le *statu quo* existant) ([Butterfield,H,2009,p562](#)).

I.1.3. Géopolitique

Toute analyse géopolitique est une réflexion sur la puissance. Le terme « géopolitique » fait aujourd'hui partie de ces mots magiques qui expliquent ou plutôt qui paraissent expliquer l'inexplicable : serait géopolitique, toute question se situant au-delà de la rationalité claire et mettant en jeu des intérêts immenses, donc indéfinissables. Or, il y a un peu plus d'un demi-siècle, la géopolitique était maudite, au lendemain de la seconde guerre mondiale. Elle était regardée comme une science allemande, nazie, ayant fourni à Hitler et à ses ambitions délirantes des justifications « objectives » ([Morceau Defarges,p,2009](#)).

Mais qu'est-ce que la géopolitique ? Selon une définition aussi simple que possible, la géopolitique s'interroge sur les rapports entre l'espace (dans tous les sens du mot) et la politique. En quoi les données spatiales affectent-elles le ou la politique ? Et aussi pourquoi, politique se sert-il de l'espace? La géopolitique est une intellectuelle. Comme toute discipline, elle ne naît pas par la formation comme savoir méthodique, à la fin du **XIX^e** Siècle; est indissociable d'un environnement précis, et d'abord du développement de la conscience géo historique des hommes.

La géopolitique, au sens strict, est l'étude de l'influence des facteurs géographiques sur la politique dans la tradition de J. Ancel, Y. Lacoste ; F. Ratzel estime Philippe Hugon([Hugon,ph,2017](#)). Elle peut, de manière plus large, être définie comme l'étude des forces à l'œuvre dans le champ du politique. Elle fait partie des relations internationales : relations entre des nations, entités, collectivités distinctes qui se reconnaissent mutuellement le droit à l'existence. Elle concerne une pluralité d'acteurs non étatiques : collectivités territoriales, firmes multinationales, organisations de solidarité internationale, églises, migrants, diasporas, en interaction dans un espace transnational.

La géopolitique étudie des rapports entre la géographie et la politique des Etats. La géopolitique est l'étude de l'influence des facteurs géographiques, économiques et culturels sur la politique des Etats et sur les relations internationales. Elle est définie selon l'Encyclopédie générale Larousse comme «une étude des rapports entre les données naturelles etc.) et la politique des Etats»([Grand dict Encyclopedique 2080](#)).

Jean Lucien Kitima définit la géopolitique comme l'étude sociétale de l'espace ou l'étude spatiale de la société. Tandis que Michel Foucher y voit « une méthode globale d'analyse géographique des situations sociopolitiques concrètes, envisagées en tant qu'elles sont localisées, et des représentations habituelles qui les décrivent. Elle procède à la détermination des coordonnées géographiques d'une situation et d'un processus socio-politique et au décryptage des discours et des images cartographiques qui les accompagnent »(Foucher,M,1991). Desmond Bail la définit comme «la relation entre une politique de puissance et le milieu géographique» (Ball,D,cité par Mangemosi,I,p54).

Ceci nous amène à comprendre le rapport entre l'homme et son environnement du point de vue de sa capacité organisationnelle à le transformer ou bien la manière de s'adapter à l'environnement qui lui est survenu. C'est dans cette optique que Jean-Lucien Kitima persiste et signe que la géopolitique fait mention de l'organisation de la cité, du phénomène du pouvoir et du processus décisionnel et de conviction. Donc, la géopolitique constitue, comme dans un navire, la boussole d'un navigateur en ce qu'elle lui permet de savoir comprendre là où il va(Kitima,K,2020).

En définitive, notre entendement de la géopolitique se résumant en une étude de différents facteurs géographiques qui influencent la stratégie de puissance des Etats et analyse les rivalités de pouvoirs sur des territoires et sur les hommes qui y vivent. La géopolitique n'a pas seulement des considérations d'envergure planétaire sur les rivalités de pouvoirs pour les enjeux territoriaux ou les stratégies des superpuissances, elle est aussi l'étude de raisonnement qui peut aider à résister à l'hégémonie des superpuissances et à faire face à la mondialisation. Elle permet aux Etats émergents et aux faibles de se préparer contre les rivalités et conflits survenant sur la scène internationale.

2.2. Contour géopolitique sur la République Démocratique du Congo

2.2.1. Contexte géopolitique d'Etat-pivot de la région

La République Démocratique du Congo, champ de batailles, de ruines et de pillages de l'Afrique centrale, victime de son espace (2.345.410km²), de ses potentialités minières et de l'importance de sa population, ce pays a été réduit à l'impuissance par la faillite de l'Etat, la crise du leadership, le problème de légitimité des acteurs politiques et la débâcle économique et sociale.

La République Démocratique du Congo a connu des destructions des infrastructures et de l'environnement au début du génocide Rwandais, passant par des agressions répétées, des rébellions et milices armées couronnées par la première guerre mondiale africaine, mettant en mal la restauration nationale de l'Etat, surtout à travers la permanence des crises et l'instabilité politique et institutionnelle des plus petits Etats à l'Est de ses frontières tels que le Rwanda, le Burundi et l'Ouganda.

Avec la période de la guerre froide et bien après, la République Démocratique du Congo s'est retrouvée affaibli et en crise d'indépendance du fait de ce contexte ; son avenir en tant qu'Etat est incertain et les chances d'un destin géopolitique sont illusoire et presque utopiques. Avant de jouer son rôle de libérateur de la région d'Afrique centrale, la République Démocratique du Congo doit se libérer elle-même. La fin de la guerre froide dans le monde a coïncidé avec la fin de son rôle géopolitique dans la région. Le revolver Afrique ainsi que sa gâchette ayant sombré sous les décombres de l'ordre mondial écroulé en Allemagne en 1989.

Contrairement aux trois autres pays africains de grande taille géostratégique (l'Afrique du Sud, le Nigeria et l'Egypte), seule la République Démocratique du Congo se trouve au cœur de plusieurs sous-région d'Afrique et présente le visage d'un large espace ouvert, élargi à plusieurs Etats, écartelé entre une multiplicité de forces idéologiques ou puissances, et le pouvoir central peine à tenir le territoire. La RD Congo ne peut pas se prévaloir d'une partie, au contraire, c'est de lui qu'est créée Afrique centrale et la CIRGL, ceci afin de le rapprocher de tous ses voisins et confirmer sa position de la terre centrale et de la gâchette réparée de l'Afrique.

2.2.2. Contour sur la géographie physique de la RD Congo

La République Démocratique du Congo, terre centrale au cœur de l'Afrique, tel un diamant prisonnier de son écrin, a la chance insolente de partager ses frontières avec 10 voisins, dont neuf terrestre et un maritime. Soit un total de dix frontières sur un périmètre de 10.744 kilomètres. Quelle position privilégiée pour le développement d'échanges commerciaux et le rayonnement culturel, si le pays se mettait en quête d'une politique volontariste de puissance?

Le Congo s'étend de l'Océan Atlantique au plateau de l'Est et correspond à la majeure partie du bassin du fleuve Congo, véritable colonne vertébrale du pays. Le deuxième plus grand pays d'Afrique, grand comme une fois et demie l'Angola, plus de 100 fois le Rwanda, quatre-vingt-quatre fois l'Ouganda, quatre-vingt-dix-huit fois plus grand que le Burundi, deux fois plus grand que le Cameroun, quarante fois le Gabon et le Congo Brazzaville réuni, équivaut à dix principaux pays d'Afrique de l'Ouest; réunis, à savoir ; le Bénin, la Cote d'Ivoire, la Guinée, le Libéria, le Nigeria, le Sénégal, la Gambie, la Sierra- Leone et le Togo(Odou,R,2001). C'est le 11^e État du monde par sa taille avec ses 2 345 410 km². Cette entité étatique est l'un des géants de l'Afrique avec l'Egypte, le Nigeria, l'Ethiopie et l'Afrique du Sud, sur le plan démographique avec une population estimée à quatre-vingt-dix million d'habitant (Kitima,K,op cit).Son étendue fait de ce pays une puissance' potentielle. Elle est traversée par l'Equateur et comprend trois climats : équatorial, tropical et de montagne.

La République Démocratique du Congo est limitée au Nord par la République Centrafricaine (1577 km) et le Soudan (628 km) ; à l'Est, par l'Ouganda(765 km), le

Rwanda(217 km), le Burundi(233 km) et la Tanzanie (473 km) ; et au sud par la Zambie(1 930 km) et Angola(2 511 km); à l'ouest, l'enclave angolaise de Cabinda, la République du Congo (2410 km), et une trentaine de kilomètres de côte Atlantique. Son territoire se déploie entre 5°30' de latitude Nord et 3°50' de latitude Sud ; un tiers est situé au Nord de l'Equateur. De la longitude Est de Greenwich, il va de 12°15' à 31°15'.

3. Résultats

3.1. LA RD CONGO AU CŒUR DES ENJEUX GEOPOLITIQUES REGIONAL

3.1.1. Etendu et emplacement stratégique de la RD Congo comme enjeux géopolitique régional

La République Démocratique du Congo est le deuxième plus vaste pays d'Afrique, après l'Algérie, et le plus peuplé d'Afrique centrale. En raison de sa grande superficie, de ses énormes richesses et de son importante population. C'est l'un des « géants » au centre de l'Afrique, avec l'Egypte, le Nigeria et l'Afrique du Sud ([kitima,k ,2008](#)) et une puissance potentielle en devenir.

Son étendue est un des éléments de puissance de l'Etat. Un Etat, dont le territoire est vaste, toutes choses étant égales, par ailleurs, est plus puissant que celui dont le territoire est petit, parce qu'il offre à ses dirigeants plus de possibilités de développement que l'Etat dont le territoire est petit. Un territoire vaste peut, d'autre part, accroître la capacité de défense de l'Etat en temps de guerre. Les Etats partiellement ou complètement enclavés dépendent, dans leur organisation et dans leur fonctionnement des Etats par où transitent leurs exportations et leurs importations. Ils dépendent plus ou moins de ces Etats dans l'organisation et le fonctionnement de leur vie politique nationale et internationale.

Donc un Etat à l'exemple de la République Démocratique du Congo ne peut aspirer à toute sa puissance sans s'allier à des portes maritimes que sont la République du Congo, la Tanzanie et l'Angola. « Il est à noter d'autre part, que le fait pour les zones frontalières d'abriter certaines richesses peut amener les Etats voisins à coopérer pour exploiter ces richesses ».

L'un des atouts de la puissance congolaise est l'hydrographie du fleuve et ses affluents. Sa richesse représente la moitié de toutes les eaux africaines déversées sur l'Atlantique. Le fleuve Congo est doublement stratégique, car il est l'un des potentiels hydroélectriques le plus important du monde. Estimé à 774.000 GWH, juste après la Chine, la Russie et le Brésil, il représente les deux tiers du potentiel de l'Afrique centrale, 35% du continent et 8% du potentiel mondial ([Cros M.F,2006](#)).

3.1.2. Des ressources naturelles stratégiques de la RD Congo au cœur des enjeux géopolitiques régional

Bon nombre d'ouvrages de géographie, vantent sans aucune exception, chantent l'hymne à la richesse de cet hémicycle naturel qui réunit l'essentiel des trésors de la terre. Et l'on dit que pour gagner du temps dans l'énumération de la liste des fabuleuses richesses du coffre-fort Congo, le plus simple serait de procéder par élimination en indiquant les très rares ressources qui manquent à l'appel. La seule chose à notre avis que les manuels scolaires omettent de dire, c'est que c'est dans ce décor que pouvait se trouver le jardin d'Eden, ou tout y était planté.

Sous ce registre, notre mission consiste de dresser un parallélisme entre les ressources naturelles de la République Démocratique du Congo et la conflictualité en Afrique centrale et des grands lacs. Les ressources naturelles congolaises constituent un déterminant qui favorisera sa puissance, tant sur le plan politique, économique, socioculturel qu'identitaire. L'analyse se focalise dans un premier temps sur les ressources minières, tandis que pendant que le second moment est consacré à d'autres richesses.

Les ressources naturelles stratégiques de la RDC englobent les matières premières auxquelles on reconnaît une importance capitale dans les politiques de puissance des nations modernes, c'est à dire dans le contexte des sociétés industrielles et post-industrielles. Elles se présentent sous plusieurs formes et sont indispensables pour le fonctionnement des industries, pour l'expansion et la prospérité des économies. La République Démocratique du Congo regorge beaucoup et en quantité exploitable des ressources telles que l'or, le cobalt, le cuivre, le pétrole, le coltan, l'Uranium, le diamant, etc.

Un inventaire approfondi signale la présence de bien d'autres ressources naturelles stratégiques, minérales et agricoles dans ce pays. Ces dernières, si elles ne sont pas indispensables au même titre que les précédentes, ont tout de même une importance relative dans les secteurs des d'activités de la vie. C'est par exemple le cas des hydrocarbonés solides non stratégiques, du potentiel hydraulique et du potentiel agricole, enfin du patrimoine touristique.

Dans cette catégorie, l'on note la présence du minerai de fer, le phosphate, la bauxite, le zinc, le plomb, l'alumine, le manganèse, le cuivre, le mercure, etc. Ces ressources, si elles ne sont pas classées stratégiques au même titre que celles précédemment citées, il faut tout de même reconnaître qu'elles sont indispensables pour la prospérité, la croissance des économies et de l'industrie moderne. Aucune de ces matières premières ne constitue, à l'heure actuelle, l'objet d'une exploitation purement industrielle. Quelques-unes d'entre elles sont parfois exploitées artisanalement et commercialisées dans des circuits officieux, ou encore sous la forme d'échanges en troc.

Le potentiel hydraulique, lui est composé d'affluents du fleuve Congo, le plus important cours d'eau du pays. A cette donne, il y a lieu de distinguer les activités inhérentes à la pêche, aux moyens de communication et à la production de l'électricité- La pêche, artisanale ou industrielle, peut être pratiquée sur les espaces maritimes et fluviaux issus, successivement de l'Océan Atlantique, du fleuve Congo, des lacs et de ses affluents. Ce potentiel peut également servir de courroie de transmission entre la République Démocratique du Congo et ses voisins sous- régionaux enclavés. La RD Congo possède des ressources importantes en eau douce et cette réalité ne lui vaudra en réalité que de la convoitise d'autres Etats, au point de l'amener à des extrêmes, comme la guerre par exemple ([Mangemosi Luwawu, 2023](#)).

Quant au potentiel agricole, il se résume essentiellement en des Barres très fertiles. Les terres sont couplées à un très bon climat et aux très bonnes conditions hydrographiques du fait de la proximité avec le bassin du Congo. Ces espaces de terres sont naturellement favorables aussi bien au développement des activités agricoles qu'à celui de l'élevage à petite en grande échelle. Par ailleurs, on peut pratiquer diverses cultures: la canne à sucre, le tabac, le café, le cacao, la banane, l'hévéa, le palmier à huile, le thé, le manioc, le riz, le maïs, l'arachide, le haricot, le sorgho, la patate douce, le millet, l'igname, etc.

La valorisation de ces espaces de terres ne doit pas se résumer au développement de l'élevage et de l'agriculture. Car, ce sera là ignorer autres avantages non moins importants qu'ils peuvent procurer au pays. Par exemple les avantages inhérents au tourisme.

L'inventaire officiel de la flore congolaise dénombre à ce jour environ 10,000 variétés de plantes, dont plus de 600 espèces d'arbres. L'écosystème Congolais est riche et varié. La faune naturelle congolaise, est riche en espèces diverses, adaptées chacune aux conditions climatiques et floristiques. Certaines espèces se rencontrent dans tous les milieux. Presque tous les grands animaux terrestres existent dans ses réserves ; cette faune remarquable comprend beaucoup d'espèces de grande et même de très grande taille, telles que l'éléphant africain (le plus grand des mammifères terrestres actuels), la girafe (le plus haut des animaux), le gorille, les buffles, les phacochères, les antilopes, les gazelles, les hippopotames, les rhinocéros, sans oublier l'Okapi qu'on ne trouve nulle part ailleurs au monde.

Dans le catalogue des arbres, seuls onze sont exploités à des fins commerciales, à l'exportation ou pour un usage local, parce qu'ils se vendent bien et rapportent gros. Il s'agit de l'ébène, l'Afromosia, l'acajou, le Limba, le Wenge, le Sapeli, l'ikoko, le Doussié, le Tiama, le kosipo, le Sipo, etc. notons aussi que le potentiel forestier du Congo est encore vierge, car seule une infime partie de cette richesse est exploitée de nos jours ([Binzangi,k,2019](#)).

La République Démocratique du Congo se classe parmi les 10 pays de la méga biodiversité du monde avec 480 espèces de mammifères, 565 espèces d'oiseaux, 1000 espèces de poissons, 350 espèces de reptiles, 220 espèces de batraciens et plus de 10.000 angiospermes dont 3000 seraient endémiques.

La guerre que connaît la République Démocratique du Congo depuis plus de deux décennies, était reconnue par la communauté internationale comme étant essentiellement économique, puisqu'elle est soutenue pour des mobiles économico-financiers dans le chef de ses commanditaires. Cette réalité a été largement démontrée par plusieurs rapports dont le rapport final du groupe d'experts de l'ONU sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autre forme de richesse de la RD Congo, transmis le 08 Octobre 2002 au Secrétaire General de l'ONU, ainsi que le rapport Mapping, élaboré par le Haut-commissariat des Nations Unies aux Droits de l'homme, sur les violations graves des Droits humains et du Droit International Humanitaire entre 1993 et 2003. ([« le patrimoine de la RDC », in congo mon pays, 2008 ,p100](#))

Ce dernier a été publié pour la première fois le 1^{er} Octobre 2010. Depuis, il a été enfermé dans le tiroir des Nation Unies, et remis sur la table par le HCNDH en 2020, sur insistance de certains activistes des droits de l'homme et acteurs de la société civil dont le docteur Denis Mukwege, prix Nobel de la paix 2018, qui réclament la mise en place d'un tribunal pénal international pour juger les auteurs présumés des violations du droit international humanitaire en RD Congo.

En plus, la guerre actuelle en RD Congo ressemble fort à la ruée des pays occidentaux vers le continent africain, plus particulièrement vers le Congo à la veille de la conférence de Berlin (1884-1885) et surtout après celle-ci ([Sabuni Kivulu, 2013](#)).

Plusieurs acteurs internationaux cherchent à contrôler chacun, une fraction du territoire congolais pour l'exploiter à son profit. Ces visées économiques sont l'œuvre aussi bien des puissances lointaines (USA, UE, GB), que des puissances régionales et sous régionales (Etats voisins et autres Etats africains) qui alimentent les groupes armés à ces fins, et occupent militairement certaines portions de terres en RD Congo. C'est le cas du Rwanda, du Burundi et de l'Ouganda. Devenant ainsi un espace quasiment vide de pouvoir et d'exploitation des matières premières, la participation de la République Démocratique du Congo à la construction d'une communauté mondiale pacifique risque de demeurer encore pour longtemps un vœu pieu.

3.2. OPTIONS SECURITAIRES REGIONAL STRATEGIQUE POUR LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Toute analyse géopolitique est une réflexion sur la puissance avons-nous dit plus haut. Ainsi, la reconstruction de la puissance congolaise et sa participation au processus de recomposition géopolitique régionale suppose, pour elle, la recherche d'un rang et

l'exercice d'un rôle stratégique majeur en Afrique centrale, son environnement immédiat et dans la région des grands lacs. Cette volonté ne le destine pas uniquement à des sollicitations, mais aussi, et davantage à des contraintes de tout genre.

Cela relève de la réalité régionale et internationale car, dans le système international, avant même qu'une puissance montante se manifeste de façon agressive, elle suscite des réactions préventives destinées à réduire ses moyens d'action. (Thierry de Mont Brial, 2002) De ce fait, la conduite extérieure de la République Démocratique du Congo en Afrique Centrale et dans la région des grands lacs l'oblige à relever le défi sécuritaire, préalable au développement et à la stabilité du pays et de la région.

3.2.1. La réforme des forces de défense et de sécurité comme gage de stabilité géopolitique

Dans une perspective souverainiste visant la protection la République Démocratique du Congo, la réforme des forces de défense et de sécurité devrait viser la création des forces républicaines, professionnelles, modernes, crédibles et dissuasives.

Ainsi, les stratégies de ces réformes des forces de défense et de sécurité doivent tenir compte d'une part, des missions assignées, de la doctrine opérationnelle, du diagnostic fait de la situation sécuritaire dans la région, des différentes menaces redoutées et du budget du pays.

D'autre part, ces réformes devront permettre l'éclosion des forces de défense et de sécurité modernes, professionnelles, Républicaines, correctement équipées, évoluant dans un nouveau système de défense crédible, à la dimension République Démocratique.

Malheureusement, au regard des diagnostics faits, il ressort le constat suivant :

- **Sur le plan de l'équipement** : le manque d'une politique d'acquisition, de gestion et de maintenance des équipements en République Démocratique du Congo comme dans la quasi-totalité des pays de la région. Ceci fait que les forces de défense et de sécurité, dans la plupart des cas, ne disposent que des matériels insuffisants, vétustes, obsolètes et très souvent inadaptés ; de même, les moyens de transmission sont dépassés et nettement insuffisants. (extrait tiré du plan de réforme des FARDC, 2009)
- **Sur le plan des Infrastructures** : Dans la plupart des Etats de la région, tel que la République Démocratique du Congo, la République Centrafricaine,... les unités n'ont pas de garnisons attirées où leurs familles peuvent attendre en toute sécurité, sans peur d'être déguerpies, la fin de mission de leur chef de famille ; les infrastructures

de base sont donc insuffisantes et/ou délabrées parfois même inexistantes à certains endroits. Les militaires se construisent eux-mêmes leur logis.

- **Sur le plan de l'opérationnalité** : les unités ont une très faible capacité opérationnelle et éprouvent d'énormes difficultés pour la projection à cause de l'insuffisance des secteurs de projection et moyens logistiques.

En outre, la prise en charge de l'homme est aléatoire sur le plan de l'organisation : L'organisation actuelle des forces de défense et de sécurité n'est souvent pas adaptée aux menaces redoutées et aux défis auxquels les Etats sont présentement confrontés.

Cela est dû au fait que l'organisation de ces forces est calquée sur des considérations subjectives notamment sociologiques. D'où une impérieuse nécessité de procéder à une réforme en profondeur des FARDC.

La mise en œuvre de cette réforme des forces de défense et de sécurité nécessite :

- Le rajeunissement des forces de défense et de sécurité qui passe nécessairement par la planification de la mise à la retraite des militaires ayant atteint la limite d'âge et le recrutement des nouveaux éléments appelés à assurer la relève ;
- La formation et l'entraînement continu : Il est important de créer plus d'écoles militaires, des centres d'entraînement et centres d'instruction pour la formation des jeunes éléments ainsi que le renouvellement des spécialistes. La matérialisation de ce projet nécessite également la réhabilitation des infrastructures existantes, l'acquisition des matériels didactiques et la formation des formateurs.
- l'équipement adéquat : Pour que les unités soient opérationnelles, il est important de respecter les tableaux d'organisation (TO), et les tableaux de dotation (TD). Cela passe par l'acquisition des équipements individuels et collectifs, l'acquisition du charroi automobile, l'acquisition des Aéronefs pour le transport des troupes et pour le combat, les matériels flottants, les matériels de transmissions adaptés ainsi que les matériels de génie pour le service (construction) et pour le combat.
- La prise en charge correcte du militaire : il est impérieux qu'à ce propos, chaque appareil de défense et de sécurité dans les Etats d'Afrique Centrale place l'homme (le militaire principalement) au centre de toutes les préoccupations par l'amélioration de ses conditions sociales et professionnelles qui passe par l'augmentation de son pouvoir d'achat. L'amélioration des conditions professionnelles des militaires requiert que la gestion de leurs carrières soit codifiée par des textes légaux et réglementaires.

- La redéfinition de l'organisation territoriale de la défense : l'organisation territoriale de la défense doit être revue de manière à faire coïncider les structures militaires avec les subdivisions polico-administratives.

En somme, les contraintes ou ressources sont les deux faces d'un même processus. Elles fonctionnent aussi bien comme facteurs d'accélération des réformes du secteur de la sécurité et de la défense que comme éléments de blocage.

Les réformes du système de sécurité sont encastrées dans le contexte sociopolitique local. L'armée n'est pas un isolat social. L'armée et les forces de sécurité sont dans la société tout comme la société est dans l'armée. Une telle spécificité fait de la réforme un processus dépendant de la société globale puisque le secteur de la sécurité et de la défense évolue au rythme de son environnement sociétal.

Aussi, avons-nous observé qu'en raison des réformes par petites touches qui affectent aussi bien la société politique (et qui se traduit par une gouvernance démocratique), l'armée et les forces de sécurité, se réforment à leur tour par petites retouches successives. La gouvernance du secteur de la sécurité et de la défense devient, dans cette perspective géopolitique, un indice traduisant la volonté de bonne gouvernance de la République Démocratique du Congo. Cela confortera l'idée d'une institutionnalisation de la gouvernance sécuritaire et de défense.

3.2.2. De la redynamisation du front politique et diplomatique

Si les différentes guerres qui ont conduit à la déstabilisation du Congo sont d'ordre économique, les réponses à y apporter devront elles aussi être du même ordre. C'est-à-dire, qu'il faudrait que la RD Congo mette à nouveau ses richesses naturelles à contribution pour stabiliser son environnement immédiat qu'est l'Afrique centrale et renforcer sa marge de manœuvre, dans la région et dans le monde.

La RD Congo devrait alors consentir à faire des concessions plus larges à l'endroit des puissances occidentales et principalement l'hégémonie américaine pour les résigner à la « sous-traitance » et les amener à revenir à une coopération directe car, c'est en vain que le Congo cherchera à imposer une quelconque souveraineté sur ses propres richesses à l'état actuel des choses. Plus considérables seront les concessions, davantage la situation du Congo suscitera l'attention des puissances occidentales qui dictent la géopolitique en Afrique centrale.

Le gouvernement congolais devrait forcément mener une diplomatie de charme avec le concours d'un collège des diplomates chevronnés, constitués pour la circonstance, afin de reconquérir la confiance et la considération de ces puissances occidentales qui, depuis 2001, ont prouvé qu'elles maîtrisaient parfaitement la géopolitique en Afrique centrale et dans les grands lacs, en décidant de la restauration de la légitimité institutionnelle dans ce pays. C'est en s'alliant à ces puissances du monde que la RD Congo peut réellement espérer guérir son mal géopolitique actuel. (Kitima, K, 2008)

Il faudrait, en même temps aussi, trouver des voies et moyens de renforcer la coopération avec les autres Etats d'Afrique Centrale. L'élan panafricain nous obligerait à resserrer les liens autour des mécanismes bilatéraux et multilatéraux de paix et de stabilité dans la sous-région et sur l'ensemble du continent. Le Congo devrait s'ériger en porteur d'un projet de consolidation de l'intégration régionale en envisageant, de même que la France et l'Allemagne, un rapprochement et une cohabitation cimentée avec ses agresseurs d'aujourd'hui.

4. Conclusion

La sécurité de l'Etat devient alors un besoin bien réel en cette phase de l'évolution historique de la République Démocratique du Congo. L'idée fait, depuis un certain temps, l'unanimité au sein de la classe politique et de l'ensemble de la population. Pour relever les défis du repositionnement par la construction de la puissance congolaise sur le plan régional, continentale et mondiale, l'appareil sécuritaire dont les FARDC et la diplomatie congolaise doivent être le fer de lance d'une vision géopolitique clairement définies.

La question centrale dans cette étude consistait à connaître le rôle sécuritaire de RD Congo dans le contexte géopolitique régional. Il ressort de nos recherches que, depuis plus de deux décennies, les différents gouvernements qui se sont succédés en République Démocratique du Congo n'ont pas été capable de répondre, de réagir aux agressions armées par des ripostes liant la défense avec la diplomatie, soit une ligne de conduite diplomatico-stratégique conséquente, réaliste et assez volontariste.

Il y a donc lieu de changer de perspectives et d'entreprendre de construire autrement la volonté nationale d'indépendance, de gloire et de puissance, en partant de la réforme des forces de défenses et de sécurité par leur républicanisassions, en les équipant ainsi qu'en les motivant.

Références bibliographiques

- « Le patrimoine de la RDC », in *Congo mon beau pays*, 2^e éd. Médiaspaul, Kinshasa, 2008, P100.
- « Dix ans après sa publication, l'autopsie du Rapport Mapping », sur www.rfi.fr. Consulté le 02 février 2023.
- « Exploitation illégale des ressources de la RD Congo », dans MONUC Magazine, n°9 Septembre 2002.
- « Géographie des ressources naturelles de la République Démocratique du Congo », in *www.congoline.comCom*, consulté le 21 Octobre 2021.
- BINZANGI, K., Questions spéciale de l'environnement, séminaire de DEA/RI/UPN, 2019-2020, inédit.
- CROS M.F., et MISSER F., *Géopolitique du Congo (RDC)*, Ed. Complexe. Bruxelles, 2006.
- DARIO, B., *Théories des relations internationales*, éd. Des Sciences Politiques, les Presses, Paris, 2009.
- FOUCHER, M., *Fronts et frontières, un tour du monde géopolitique*, éd. Fayard, Paris, 1991. KITIMA, K., Séminaire sur les questions spéciales de sécurité internationale, DEA, UPN, 2019-2020, inédit.
- Grand dictionnaire Encyclopédique, 10 volumes, éd. Larousse, Paris, 2008, p.955.
- HUGON, Ph., *Géopolitique de l'Afrique*, Armand Colin, 2^{ème} édition, Paris, 2017.
- KITIMA K., Nouveaux Etats en Relations Internationales, Cours inédit, L2, R.I, ULK, Kinshasa, 2007-2008.
- KITIMA, K., Séminaire sur la diplomatie congolaise, DES/DEA, UPN, ULK, Kinshasa, 2019-2020.
- MANGEMOSI LUWAWU, *La géopolitique de la décentralisation de la RDC en Afrique médiane, essai sur la construction de l'Afrique du XXI^e siècle*, éd. Médiaspaul, Kinshasa, 2023.
- MANGEMOSI LUWAWU, *La géopolitique de la recentration de la République Démocratique du Congo, essai sur la construction d'une solidarité stratégique pour le développement de l'Afrique du XXI^e siècle*, Edition médiasapaul, Kinshasa, 2023.
- MORCEAU DEFARGES, P., *Introduction à la géopolitique*, éd. Seuil, Paris, 2009.
- MULUMBATI N., *Les Relations Internationales*, Ed. Africa, Lubumbashi, 2005.
- ODOU, R., « Menace sur l'Afrique », in *Afrique nouvelle* n° 1655 du 25 mars 2001.
- SABUNI KIVILU, *Les conséquences de la guerre de la République Démocratique du Congo en Afrique Centrale*, presse de l'Université de Kinshasa, Kinshasa, 2013, p.15.
- THIERRY de MONT BRIAL, *l'action et le système du monde*, PUF, Paris, 2002, p.33. « Extrait tiré du Plan des réformes des FARDC 2009.
- WOLFER, A., cité par DARIO, B., *Théorie des relations internationales*, sciences politiques, les presses, Paris, 2009.